



Rhapsodie

Composition libre
Le Journal étudiant du Cégep de Sherbrooke

Table des matières

J'ai entendu dire :...	03
Chili étudiant	04
La coalition étudiante sherbrookoise	05
La coalition « Halte à Charest ! » toujours active	06
Des souris et des hommes	07
Les valeurs des démocraties	08
Aliénation	09
Devenir...	10
Sortons l'entreprise privée de nos institutions scolaires!	11
Coin détente	12
Le comité mobilisation	13
Le ring	14
Bactérie à l'arsenic	15
Les valeurs des démocraties	16
Liberté ou égalité?	17
Un jour ou l'autre, le monde nous appartiendra	18
Message à Pauline Marois et Gilles Duceppe	19
Parallèles	20
Agriculture et sécurité alimentaire	21
Correspondance	22
Solutions du coin détente	23

J'ai entendu dire : attendons, discutons, ne montons pas sur nos grands chevaux

Chers étudiant-e-s, vous souvenez-vous de cette assemblée générale à laquelle une journée de grève fut proposée? C'était il n'y a pas si longtemps. Certains étudiants désiraient sacrifier une journée de leurs études pour une cause qui leur tenait à cœur, la hausse des frais de scolarité universitaire. C'était plus précisément pour aller à Québec le 6 décembre dernier afin de s'opposer à la rencontre des partenaires en éducation. Pendant l'assemblée spéciale pour la grève nous avons entendus : « attendons la conclusion de cette rencontre avant de nous mobiliser ». Nous avons entendus : « allons discuter au lieu de monter sur nos grand chevaux ». Ce qui, à ce point, n'apparaissait pas comme une menace a changé de visage. Le but de cette rencontre était pourtant clair, faire approuver la hausse des frais de scolarité par le plus grand nombre de « partenaires » possible. Le MELS (Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport) avait à cet effet préparé une rencontre qui était loin d'être une consultation. Bien sûr, par souci de préparation, notre gouvernement a cru bon de publiciser le cahier de consultation a peine dix jours avant que la rencontre ne se tienne. Dix jours pour réfléchir à des propositions que nos élu-e-s nous apportent. Parlons-en des propositions : hausser les frais de scolarité universitaires pour aller chercher 1 600\$ de plus par année dans la poche des étudiant-e-s semble être la seule solution envisageable.

À l'annonce même de cette rencontre, l'ASSÉ (Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante), qui regroupe actuellement 45 000 membres dont l'AÉCS, avait déniché la supercherie. Les membres de l'ASSÉ ont donc lancé un appel au boycott. C'est entre autres ce qui a permis à près de 60 000 étudiants des quatre coins de la province de voter solidairement une journée ou encore quelques journées de grèves. Tant qu'à eux, les fédérations étudiantes, tels : la FEUQ (Fédération Étudiante des Université du Québec) et la FECQ (Fédération Étudiante Collégiale du Québec), sont entrées pour confirmer leurs doutes face aux apparentes bonnes intentions de la rencontre. Ils y ont siégé quelques minutes, juste assez longtemps pour réaliser que le gouvernement n'était pas là pour entendre des solutions alternatives, mais bien pour imposer sa propre volonté. C'est ainsi que les deux fédérations étudiantes, regroupant ensemble plus de 180 000 membres, ont décidé de quitter la rencontre pour rejoindre les militants dans la rue. Laissant derrière eux les membres du CRÉPUQ (Conférence des recteurs et des principaux des Universités du Québec) manger un copieux repas en tête à tête avec nos ministres. Il n'est pas étonnant de voir les recteurs applaudir la hausse des frais de scolarité. Une rentrée d'argent de plus est toujours appréciée.

Dans la rue, nous étions 2500 étudiant-e-s tous réunis pour boycotter cette rencontre bidon. Il y faisait froid et encore une fois les policiers étaient au garde-à-vous, c'est peu dire. Je ne vous cacherais pas que la répression dans les manifestations semble être un nouveau « dada » de nos élus. Malgré cela, il y avait 2500 manifestant-e-s dans la rue à Québec. Il y avait 60 000 étudiants en grève. Ce n'est pas tout, plusieurs centrales syndicales offrent leur appui pour contrer les solutions antisociales de notre gouvernement. Parmi ces appuieurs il y a : la CSQ, l'organisation syndicale la plus importante en éducation au Québec (180 000 membres); la CSN, qui compte plus de 300 000 travailleurs et travailleuses; la FTQ, qui cumule à ses rangs un demi-million de membres au Québec. Cette belle

mobilisation n'est malheureusement pas suffisante pour atteindre des objectifs concrets. Par contre, il est encourageant de voir une nouvelle solidarité naître entre les différentes centrales syndicales et les fédérations et syndicats étudiants.

Vous trouvez que la rencontre des partenaires universitaires ne vous rejoint pas? C'est que vous n'avez pas encore entendu parler de la rencontre des partenaires au niveau collégial. Et oui, il semblerait que les institutions collégiales aussi soient victimes du sous-financement. La prochaine rencontre des partenaires en éducations aura pour objectif de revoir le fonctionnement dans ce secteur également. Nous pouvons estimer que la place des entreprises privées dans le secteur collégial sera abordée. Pour rester fidèles à eux-mêmes, les organisateurs de cette « rencontre » n'ont pas encore publicisé la date exacte de la réunion et encore moins le cahier de préparation. Certaines sources nous confirment qu'elle se tiendra cette année et même au courant de la session d'hiver 2011! Voulons-nous être partenaires de cet endoctrinement populaire? Prenons-en mains le savoir comme nous devrions prendre en mains nos ressources naturelles et arrêtons de les donner à la main invisible du marché. Pour plus d'informations, rendez visite à votre association étudiante. Ou encore mieux, informez-vous sur les revendications proposées par plus d'un demi-million de Québécois.

www.nonauxhaussses.org
www.asse-solidarite.qc.ca
www.iris-recherche.qc.ca/
www.aecs.info

Article écrit par : Martin Bessette

Chili étudiant

Vous êtes étudiant et n'avez pas beaucoup de temps à consacrer à la cuisine? Cette recette est pour vous. Un chili prêt en quelques minutes seulement.

Ingrédients :

Une conserve de maïs en grains d'environ 200 mL (petit format)
Une conserve "mélange de 6 légumineuses" d'environ 540 mL
Un pot de salsa* d'environ 440 mL

Si vous voulez faire une grosse recette:
Une conserve d'environ 450 mL de maïs en grain
Une conserve d'haricots rouges
Une conserve d'haricots noirs
Un gros pot de salsa* d'environ 640 mL

*Choisissez une salsa que vous aimez, sinon la recette ne sera pas appréciée. Je recommande le type "moyennement piquante", mais si vous aimez les repas épicés, vous pouvez vous risquer avec "forte" ou "extra-piquante". Si vous aimez vous brûler l'estomac, vous pouvez ajouter des jalapeños!

Étapes :

Prendre une grande casserole
Préchauffer votre rond de poêle à moyen-fort (6-7)
Ouvrir toutes les conserves
Égoutter
Verser tous les ingrédients dans la casserole
Mettre la casserole sur le feu
Remuer de temps en temps
Attendre jusqu'à ce que la température soit à votre goût.

Servir

Vous pouvez prendre du pain comme accompagnement.

Bonne dégustation!

Article écrit par : Mélissa Morissette

En décembre dernier, des militant-e-s se sont regroupé-e-s au local du Regroupement autonome des jeunes (RAJ) afin de créer une coalition contre la hausse des frais de scolarité annoncée par le gouvernement Charest et son ministre Bachand. Nous avons eu la preuve de la mauvaise foi du gouvernement alors qu'il nous invitait à une consultation bidon sur ce sujet à Montréal le 6 décembre. L'ASSÉ a boycotté cette initiative, alors que les syndicats et autres fédérations étudiantes y sont allés... pour en ressortir en plein milieu en colère et rejoignant les manifestant-e-s à l'extérieur.

La Coalition étudiante sherbrookoise prenait alors tout son sens. En regroupant les forces des comités mobilisation de l'AÉCS, de l'AGEFLESH (lettres et sciences humaines à l'UdeS), de l'AGES (sciences à l'UdeS), des membres de l'université Bishop's ainsi que des militant-e-s engagé-e-s dans le mouvement, nous pourrions ainsi créer un réel rapport de force avec le gouvernement et réaliser une escalade de moyens de pression digne de ce nom. La Coalition n'est pas une instance décisionnelle ; elle est un lien de mobilisation et de solidarité.

Le 10 février dernier, une première action s'est déroulée à l'Université de Sherbrooke devant le pavillon Georges-Cabana. Près de 80 étudiant-e-s de l'UdeS et de l'AÉCS se sont rassemblé-e-s pour dénoncer la position de la rectrice Luce Samoisette, qui appuie l'avis de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CRÉPUQ) en ce qui concerne la hausse des frais de scolarité : oui il faut les augmenter, il n'y a pas d'autres options. Une ligne de piquetage symbolique tenue par des mannequins-militants a été installée devant le pavillon abritant les bureaux du rectorat et des discours ont été tenus par les différents porte-paroles d'associations et de syndicats appuyant l'action. Au son des « on s'les gèle contre le dégel » et des « non à la privatisation, oui à notre éducation », l'action a démontré une solidarité dans le mouvement et nous a encouragé à continuer la lutte pour une éducation libre et gratuite.

L'AÉCS s'oppose à la hausse des frais de scolarité et à la position de la CRÉPUQ
(Allocution de la porte-parole)

« Notre présence et celle des autres associations étudiantes réunies aujourd'hui au sein de la Coalition étudiante sherbrookoise démontre bien l'opposition unanime face aux actions envisagées et au manque de vision du gouvernement en ce qui concerne le financement de nos universités.

Nous sommes ici pour dénoncer les nombreuses réformes du gouvernement Charest concernant l'aide financière aux études et les frais de scolarité universitaires, réformes qui empêchent la population étudiante de participer au développement de notre société. Bien entendu, nous opposons à la CRÉPUQ et aux autres acteurs qui applaudissent ces décisions. Nous défendons les valeurs fondamentales associées à la démocratie, soit la liberté, l'égalité et la justice, et nous refusons de cautionner une société dans laquelle ces principes ne sont pas respectés!

Un embryon grandit à Sherbrooke :

La Coalition étudiante sherbrookoise

Nous sommes également ici pour dénoncer les préjugés qui persistent envers la communauté étudiante collégiale et universitaire. La réalité dépeinte dans les médias ne représente pas celle de l'étudiant moyen qui s'est vu imposer l'idée de la scolarité comme seule méthode pour avoir accès à une stabilité dans sa vie future. Année après année, les établissements d'éducation postsecondaires deviennent des centres de formation conçus spécifiquement pour répondre aux besoins de l'économie, bien plus qu'aux besoins de la société et de la population. Ils perdent leur rôle fondamental dans l'éducation citoyenne pour devenir des centres de formation répondant uniquement aux besoins des entreprises privées. L'éducation se doit d'être libre, gratuite et accessible : elle n'est pas une marchandise et ne doit surtout pas être soumise aux impératifs des marchés et à des intérêts privés!

La CRÉPUQ nous propose d'injecter le tiers des augmentations qu'elle suggère, soit 500\$ sur un total de 1500\$, vers le système de prêts et bourses, alors que celui-ci est inéquitable. Il est inacceptable que le système d'éducation se finance sur notre dos! La position de la CRÉPUQ suggère un désengagement pur et simple de l'État et menace l'accessibilité à l'université et la persévérance scolaire des étudiants. C'est particulièrement vrai lorsque qu'on considère que le programme d'aide financière aux études (AFE) est inadapté et ne répond pas à nos besoins financiers. En faisant le choix de travailler pour pallier au calcul irréaliste de l'AFE, nous nous en privons en grande partie et cela nous oblige à travailler plus, à travailler trop. Nous n'avons alors que deux choix : l'endettement ou la surcharge de travail. Le revenu annuel moyen d'un étudiant est de 12 000\$ alors que le seuil de pauvreté est d'un peu plus de 20 000\$; nous sommes donc en droit de se demander si le gouvernement Charest ne cautionne pas la pauvreté de notre société dans la situation actuelle.

Il serait bon que nos dirigeants se collent un peu plus à notre réalité ; ils pourraient constater de leurs propres yeux qu'au-delà des statistiques, une grande proportion de la population étudiante est en difficulté et a recours régulièrement à des services d'appoint comme l'aide alimentaire ou l'aide psychosociale. Comment peut-on croire que les étudiants qui complètent leurs formations universitaires sont en mesure de contribuer à la société lorsqu'ils sont surendettés de plusieurs dizaines de milliers de dollars à leur sortie des bancs d'école ?

Nous nous unissons aujourd'hui pour donner une voix aux étudiants et aux étudiantes qui en ont assez de subir les décisions prises contre leur gré, sans aucune considération pour leurs réalités. Nous exigeons du gouvernement, de la CRÉPUQ et des autres acteurs de cette farce qu'ils revoient leurs positions immédiatement. Il en va de l'avenir de notre société et des générations futures ! »

Article écrit par :
Marie-Danielle Larocque, porte-parole de l'AÉCS
Co-responsable à la coordination du comité mobilisation
mobilisation@aecs.info

La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics, communément appelée Coalition de la main rouge, est bien en vie et plus active que jamais.

Depuis des mois, les discours gouvernementaux sur les finances publiques sont alarmistes. Le déficit appréhendé se chiffre à 5 milliards. Selon les dires des économistes à la mode, nous n’aurions plus le choix. Nous devrions, répètent-ils, diminuer le nombre de services publics disponibles, en privatiser le plus possible tout en haussant leurs tarifs et en comprimant les dépenses des programmes sociaux. Ils prétendent que le déficit budgétaire serait dû à la générosité excessive de notre gouvernement. Mais les coupures de budgets, les tarifications et les privatisations de services publics sont-elles les seules solutions pour sortir de l’impasse budgétaire ? Non ! D’autres choix sont possibles !

Les membres de la Coalition (plus de 100 organisations étudiantes, communautaires, syndicales, féministes, écologistes et populaires) mettent de l’avant des solutions plus équitables au plan fiscal, plus justes au plan social. Au total, ces solutions pourraient rapporter à l’État entre 5 et 10 milliards \$ par année.

Sans faire ici la liste exhaustive des solutions, à court terme le gouvernement peut néanmoins :

- Instaurer une fiscalité plus équitable.
- Faire la lutte à l’évasion et à l’évitement fiscal.
- Ajouter au moins un palier d’imposition pour les revenus les plus élevés.
- Réduire, voire même abolir, certaines exemptions fiscales (qui ne profitent qu’aux riches).
- Introduire une TVQ progressive en fonction de la nature des biens achetés.
- Lutter contre la corruption dans l’attribution des contrats gouvernementaux.

En prévision du dépôt du budget provincial pour la prochaine année, la Coalition se joint à l’Alliance sociale et appelle les citoyen-ne-s à se mobiliser lors d’une grande manifestation le samedi 12 mars prochain à Montréal. Comme l’AÉCS est membre de la Coalition et est solidaire avec le mouvement, le comité mobilisation a décidé d’offrir du transport et des lunchs gratuitement aux étudiant-e-s du Cégep qui voudraient s’y rendre.



Sites à consulter pour en connaître plus :

- Coalition de la main rouge : www.nonauxhausses.org/
- Alliance sociale : www.alliancesociale.org/
- Association pour une solidarité syndicale étudiante : www.asse-solidarite.qc.ca/
- Association étudiante du Cégep de Sherbrooke : www.aecs.info
- Institut de recherche et d’informations socio-économiques : www.iris-recherche.qc.ca/

Soyons nombreux et nombreuses dans la rue le 12 mars pour dire à M. Charest que nous disons NON à la tarification et à la privatisation des services publics, NON à l'appauvrissement de la classe moyenne et des moins nanti-e-s. Le prochain budget doit répartir la richesse et favoriser l'émergence d'un Québec plus juste et plus égalitaire !

Article écrit par :
Les membres du comité mobilisation de l’AÉCS
mobilisation@aecs.info

La Coalition « Halte à Charest! » toujours active



Comment peut-on transposer les horreurs de l’Holocauste en utilisant des personnages transformés en animaux? Art Spiegelman réussit très bien à le faire dans Maus : Un survivant raconte. Une bande dessinée en deux tomes décrivant la vie pendant la Deuxième Guerre mondiale de son père juif, Vladek Spiegelman. De la Pologne sous l’occupation nazie aux quartiers tranquilles de New York. Cette œuvre est la seule bande dessinée ayant remporté un prix Pulitzer bien mérité car Maus réussit à exceller aux niveaux artistique et narratif.

Dans la panoplie d’interprétations du nazisme qu’on observe dans monde de la bande dessinée, Art Spiegelman représente de sa plume un visage unique de l’Allemagne nazie. Dans ses deux bandes dessinées, n’essayez pas de trouver des figures humaines à toutes les pages. En effet, on y représente les personnages de diverses nationalités avec des animaux différents. Les Juifs sont représentés comme des souris, les Allemands : des chats, les Polonais sont des porcs, les Français : des grenouilles, les Américains : des chiens, et les Britanniques sont des poissons. Seul les vêtements portés par les personnages permettent de les distinguer, puisque tous les animaux représentant une nationalité sont pareils. Ceci est une référence subtile à la déshumanisation qui se produit lors de la guerre, prenant ses bases dans le racisme. Il n’y a plus aucune individualité dans chaque humain. Ils se ressemblent tous, par leur citoyenneté. Ceci donne une importance sans précédant à la notion de race, d’une façon originale et unique, puisque la superficialité des personnages est mise en

Des souris et des hommes

avant. Cette superficialité est encore plus évidente lorsque, dans certaines scènes où Vladek doit cacher son identité juive pour duper les soldats polonais, il ne met qu’un masque de porc sur son visage de souris. Cette allégorie est ouverte à l’interprétation du lecteur. On peut penser que c’est une moquerie de la superficialité par l’auteur. Il est intéressant de noter que Spiegelman n’a pas utilisé des animaux au hasard pour exprimer les nationalités. Il référence les images de la propagande Allemande, où les Juifs sont imagés comme de la vermine, d’où les souris. Les Polonais, des porcs, correspondant à leur image négative pour les Allemands.

Ce qui est intéressant dans l’histoire, et nous devons toujours garder en tête que l’auteur raconte la vie de son père, c’est que certaines anecdotes peuvent amener le lecteur à réfléchir sérieusement. Il est possible de croire que toute personne ayant vécu les horreurs de la guerre et de l’Holocauste peut se dire : plus jamais ceci ne produira. Au contraire, Spiegelman décrit la réalité : son père, malgré ses souffrances pendant l’Holocauste, montre des attitudes racistes envers les Noirs Américains. Il est extrêmement exigeant, colérique et avare. Tellement que son fils l’accuse d’être parfaitement conforme au stéréotype du Juif avare dans la propagande nazie. Tous ces défauts rendent la vie difficile à ses proches. Le lecteur peut raisonner, en voyant ce comportement radical chez le père: il ne faut pas que vivre la terreur produite par la haine pour empêcher ce même sentiment dévastateur chez soi.
Titre : Maus : Un survivant raconte
Volume I : Mon père saigne l’histoire
Volume II : C’est là que mes ennuis ont commencé

Créateur : Art Spiegelman
Date de publication : 1972-1991

Article écrit par : Wan Lu Jia

Les valeurs des démocraties

Les autres pays arabes, pour la plupart souffrant également de tyrannie, n'ont pas suivi la Révolution de Jasmin avec indifférence; l'Algérie, le Yémen, la Jordanie et l'Égypte ont tous vu leur population commencer à protester contre les régimes en place. Contre toute attente, c'est pourtant l'Égypte qui a suivi le bal : l'Égypte constituait, avec sa dictature ferme et son économie puissante, un pays que l'on croyait « solide ». Il a fallu que quelques Égyptiens s'immolent à leur tour pour que le peuple décide de récupérer ses droits et décide de se débarrasser de Moubarak : après 18 jours, de multiples décès, de nombreux journalistes gravement menacés et des promesses de réformes vagues, Moubarak a fini par céder, laissant ainsi le pouvoir à l'armée afin d'assurer la transition vers le nouveau régime. Nul ne peut désormais prédire l'avenir : à quoi ressemblera l'Égypte? Le reste du Moyen-Orient? Israël? Mystère. Ce qu'il y a de décevant avec l'actualité, c'est qu'elle ne permet pas de prédire l'avenir.

C'est le temps de célébrer. Sortez le champagne et tout le reste. Parce que quand même, la démocratie, c'est important : on n'envoie quand même pas notre jeunesse se faire démolir en Afghanistan pour rien.

La démocratie, la justice et la liberté sont les piliers de nos sociétés. Sans elles, nous ne pourrions pas nous vanter d'avoir les plus belles cultures du monde. Non, la démocratie n'est pas parfaite, loin de là. Mais comme le disait Churchill, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, il s'agit tout de même de ce que nous avons de mieux.

Comment expliquer qu'après respectivement 24 et 30 ans de tyrannie, Ben Ali et Moubarak soient renversés maintenant? Les crises tunisiennes et égyptiennes ont atteint des sommets ces dernières années, avec les famines et le taux de chômage élevé. La situation devenait intenable. Il a fallu qu'une personne désespérée s'immole en Tunisie pour que le peuple fasse le reste.

John Locke (qui a fortement inspiré la constitution américaine) disait que la gouvernance doit se baser sur le juste accord entre les gouvernants et les gouvernés, et que ceux-ci ont le droit de renverser leur dirigeant en cas de grave insatisfaction; c'est cette pensée, même si elle est ici outrageusement résumée, qui a été appliquée.

Les autres pays arabes, pour la plupart souffrant également de tyrannie, n'ont pas suivi la Révolution de Jasmin avec indifférence; l'Algérie, le Yémen, la Jordanie et l'Égypte ont tous vu leur population commencer à protester contre les régimes en place. Contre toute attente, c'est pourtant l'Égypte qui a suivi le bal : l'Égypte constituait, avec sa dictature ferme et son économie puissante, un pays que l'on croyait « solide ». Il a fallu que quelques Égyptiens s'immolent à leur tour pour que le peuple décide de récupérer ses droits et décide de se débarrasser de Moubarak : après 18 jours, de multiples décès, de nombreux journalistes gravement menacés et des promesses de réformes vagues, Moubarak a fini par céder, laissant ainsi le pouvoir à l'armée afin d'assurer la transition vers le nouveau régime. Nul ne peut désormais prédire l'avenir : à quoi ressemblera l'Égypte? Le reste du Moyen-Orient? Israël? Mystère. Ce qu'il y a de décevant avec l'actualité, c'est qu'elle ne permet pas de prédire l'avenir.

C'est le temps de célébrer. Sortez le champagne et tout le reste. Parce que quand même, la démocratie, c'est important : on n'envoie quand même pas notre jeunesse se faire démolir en Afghanistan pour rien.

La démocratie, la justice et la liberté sont les piliers de nos sociétés. Sans elles, nous ne pourrions pas nous vanter d'avoir les plus belles cultures du monde. Non, la démocratie n'est pas parfaite, loin de là. Mais comme le disait Churchill, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, il s'agit tout de même de ce que nous avons de mieux.

La question à se poser, suite à ces renversements, n'est pas de se demander pourquoi il a fallu deux ou trois dizaines d'années pour que de telles dictatures puissent être renversées par le mécontentement de leur peuple. La vraie question est de savoir comment elles ont fait pour se maintenir tout ce temps.

L'Irak et l'Afghanistan sont présentement les symboles de la « nécessité d'instaurer des démocraties partout dans le monde ». Pourquoi ne pas avoir également envahi, dans ce cas, l'Égypte ou la Tunisie? Parce que l'on aurait manqué d'effectifs pour y obtenir des résultats? Sûrement. Alors pourquoi avoir continué de maintenir les économies de ces régimes dont les fonctionnements s'opposent aux valeurs du « monde libre » pendant des dizaines d'années?

Suite à sa déchéance, Ben Ali a été rabroué par toute la planète, méprisé et traîné dans la boue, parce que c'était un dictateur. Aucun pays ou presque ne veut l'avoir sur son sol, si ce n'est que pour le traîner en justice. Vous noterez l'usage du verbe « était » dans la première phrase; elle n'aurait pas eu le moindre sens au présent.

Quant au terrible Moubarak, la Suisse a bloqué ses avoirs lorsqu'il a quitté le pouvoir. Bravo pour l'initiative. Il faut imaginer qu'avoir fait exactement la même chose lorsqu'il s'accrochait désespérément à son poste n'aurait pas du tout aidé la cause du peuple égyptien... Ce sont des exemples parmi tant d'autres, simples, mais frappants.

Le « monde libre » craint maintenant que les Frères musulmans parviennent à instaurer un régime islamiste à l'iranienne en Égypte (à ce sujet, je recommande très fortement les analyses du journal français « Le Monde »). Ce genre de comparaisons est très agréable pour l'œil critique, car le régime islamiste iranien succède à celui du Chah Pahvali, qui est arrivé au pouvoir en 1953 par un coup d'État... britanno-américain. Parce que Mossadegh voulait autrefois nationaliser le pétrole iranien, ce qui aurait nuit au commerce britannique, tant la Grande-Bretagne que les États-Unis qui « ont craint de voir l'Iran sombrer dans le communisme soviétique » et ont renversé le gouvernement en place pour le bénéfice du Chah. S'en sont suivies 26 années de terreur et de répression en Iran, que les États-Unis dissimulaient en parlant du pays comme d'un « État de droit ».

En attendant, deux dictatures sont tombées, et tout le monde semble être très content. C'est sans doute parce qu'il faut savoir se ranger du côté des gagnants. Et qui sait, peut-être trouvera-t-on un moyen pour retirer un bénéfice de la chute de nos alliés.

Article écrit par : Christophe Achdjian

Nous avons un sujet qui mérite mention : les femmes.

J'ai décidé de me pencher sur deux problématiques, car je crois que le regard d'ensemble permet de mieux comprendre une thématique récurrente.

D'un côté, l'hypersexualisation, sujet assez récent qui attire beaucoup d'attention depuis la fin des années 90. Pour ceux qui ne connaissent pas, l'hypersexualisation est définie comme étant un usage excessif de stratégies axées sur le corps dans le but de séduire (Richard-Bessette, 2006) . On dit aussi que l'hypersexualisation du corps se manifeste quand la sexualité est imposée de façon inappropriée (APA, 2007) . Les exemples sont nombreux dans les médias contemporains, certains vont même jusqu'à dire que l'omniprésence d'une sexualité dans les médias apporte une pornographisation des relations menant à l'hypersexualisation des femmes dans la vie de tous les jours. L'idée est assez simple : des filles sont, depuis leur naissance, soumises à un bombardement constant de modèles hypersexualisés. Ce bombardement a pour effet de normaliser l'idée de ce genre de comportement et quand on mélange ça avec la réalité de nos sociétés contemporaines où de moins en moins d'efforts sont faits pour apprendre aux enfants les comportements dits « normaux », on se retrouve avec de grands nombres de personnes qui n'ont jamais eu de contact avec d'autres modèles comportementaux que ceux hypersexualisés.

La conséquence de cette absence de modèle alternatif? Assez simple : des gens qui croient que c'est normal. Les effets vont de porter des vêtements un peu plus révélateurs aux légendaires concours de pipe derrière les écoles secondaires à l'augmentation continuel des troubles alimentaires. Une fois la problématique décrite, il faut comprendre que grâce à l'hypersexualisation, toutes les personnes participantes, autant homme que femme, sont objectifiées, c'est-à-dire que toute l'existence de l'être ne devenant que quête de séduction, la personne ne devient que très peu de plus qu'un objet sexuel bon à être vendu sur la place publique. Au final, cette problématique grandissante et lourde de conséquences n'est pas vraiment remise en question. Certes plusieurs groupes de revendications existent pour dénoncer son existence, mais aucune initiative sociale n'a été prise pour affecter les causes du problème pour l'unique raison que, pour la majorité de la population, il n'y a simplement pas de problème : elle est soumise au modèle comportemental hypersexualisé et n'y voit donc aucun problème.

[Insérer image du lien : http://lebleu.bleublog.lematin.ch/media/02/01/1897221829.gif] D'un autre, les fameuses femmes voilées, un des sujets les plus radicalisant des dernières années dans le monde occidental. Avant de commencer, je vous invite à aller visiter l'Internet un instant pour vous informer sur les différents types de voile islamique. Au départ, les voiles sont portés pour répondre aux exigences du Coran qui demande aux gens d'être humbles et plus spécifiquement aux femmes de le faire en se couvrant. C'est à l'interprétation de cet impératif qu'on doit les femmes voilées. Le nombre d'interprétations explique la variété des types de voile et même à l'intérieur de chaque famille de voile, la variété de styles du plus simple au plus sophistiqué (une fois de plus Google peut vous offrir une panoplie d'exemples). Aussi, il est important de savoir que ce n'est pas tous les pays musul-

Aliénation

mans qui imposent le voile, certains n'ont aucune norme sur le sujet, d'autres l'ont même banni dans certaine région.

La question du voile est particulièrement lacunaire lorsque présentée globalement simplement par la variété d'approches du voile. Chaque pays, chaque groupe ethnique, selon la région et l'époque, interprète différemment la place et le rôle du voile. Gardez donc en tête la relativité de mes propos. Le rôle primaire du voile le plus évident est de différencier les rôles sexuels à l'intérieur de la culture musulmane. Traditionnellement, les hommes qui se recouvrent la tête selon les prérogatives islamiques le font pour symboliser un lien avec le divin, comparativement aux femmes qui le font pour indiquer une séparation de certains aspects des interactions sociales ainsi que d'être modeste comme mentionné plus tôt.

Dans le monde occidental, il a été dit par des sociologues français que le voile est principalement utilisé pour déclarer sa religion et donc se conformer aux tendances endogames de l'islam. Aussi, de nombreuses femmes disent porter le voile pour ne plus avoir à subir les avances sexuelles/ commentaires les rendant mal à l'aise, tandis qu'en Afghanistan, par exemple, plusieurs femmes portent le voile pour avoir une certaine liberté. La menace des Talibans, groupes islamistes fondamentaliste, les forçant à se réfugier et à ne pas sortir de leur demeure, elles portent le voile, ce qui leur permet de sortir et, essentiellement, de vivre leur vie. En contraste, en Iran, le voile est défendu beaucoup plus comme étant une protection pour les hommes contre le pouvoir de séduction des femmes, logique assez conservatrice tentant de restreindre les interactions sexuées à leur minimum pour éviter la corruption morale.

Le plus souvent, le port du voile ne devient un problème que quand il a lieu dans une société occidentale, souvent chez les plus « libérales », d'ailleurs. Par exemple, en France, où le voile islamique est banni de la majorité des institutions publiques. La rhétorique française reposait sur deux points : d'un

côté la France se voulait laïque, il semblait donc logique que sa population aussi le soit et donc applique des pratiques vestimentaires conséquentes; de l'autre côté, un argument qui résonne surtout encore dans de nombreuses oreilles, soit celui de protéger les femmes de leurs pères, leurs maris, leurs frères, etc., qui les forceraient à porter le voile en signe de soumission, ce qui dans les faits est la plupart du temps faux. En effet, la majorité des femmes musulmanes occidentales qui se voilent le font par choix, leurs familles s'opposent d'ailleurs régulièrement contre ce choix. Pensez-y : les musulmans n'ont pas vraiment la cote en ce moment et vous êtes immigrant, voulez-vous vraiment que votre fille soit encore plus exclue socialement? Au final, pourquoi est-ce un problème? Parce que ça fait trop contraste tout simplement.

Le contraste entre le modèle monolithique de la femme moderne/occidentale est simplement trop différent avec le modèle de la femme musulmane pour que ce soit accepté par tout. Il y a aussi bien évidemment une question de tolérance/intolérance et de peur face aux musulmans, mais le cœur du problème réside dans le contraste visuellement frappant avec les mœurs occidentales. Alors, vous vous demandez quelle est cette histoire de titre... c'est quoi le rapport avec l'aliénation? Les plus brillants d'entre vous l'auront déjà compris : tout ceci n'était que préambule, mis en scène pour un commentaire assez simple sur l'aliénation à laquelle nous devons tous faire face. J'ai présenté les deux situations simplement pour prouver un point, les femmes, que ce soit par le port du voile ou par le port de la mini-jupe, sont soumises à une pression sociale constante. Un modèle comportemental leur est imposé et le plus souvent aucune alternative autre que l'exclusion sociale ne leur est proposée. Elles sont dépossédées de leur corps pour être transformées en objet, symbolisant leur culture respective dans un affrontement politique, vendant une idéologie à leurs dépens. Au final, c'est ça, l'aliénation.

Article écrit par : le Marquis

Pour mieux comprendre la controverse et l'impact qu'a provoqué le livre « Le Deuxième Sexe » de Simone de Beauvoir publié en 1949, il faut connaître le contexte social de cette époque, qui n'est pas si loin de nous. C'était après la deuxième guerre mondiale où les hommes étaient partis au combat et les pays avaient eu besoin des femmes dans les usines pour faire rouler l'économie. À la fin de la guerre, les hommes retournant au travail dans les usines remplaceront les femmes, qui s'étaient vues pour la plupart forcées de retourner dans les maisonnières. Cette injustice et cette inégalité flagrante des sexes exercées depuis des siècles contre les femmes ont alors trouvé une occasion de changer ou, si cela était impossible, d'être décriées, comme ce livre l'a si bien fait à l'époque.

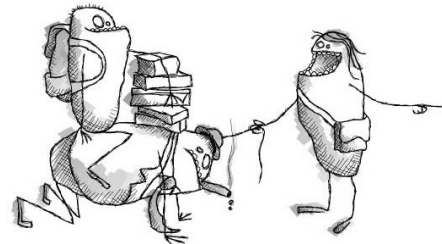
L'idée principale de cette œuvre, « Le Deuxième Sexe », est que la femme ne naît pas femme, mais le devient : donc que la féminité est sociale plutôt que biologique comme le prétendait l'idéologie dominante. Cet apprentissage passe par un conformisme absolu qui oblige la femme à endosser une image, ce qui implique des fonctions et des contraintes à son égard, qu'elle les accepte ou non. Cette pensée s'intègre dans la mentalité des gens à long terme, et le résultat, c'est une population sexiste, ayant des préjugés et des peurs irrationnelles concernant les femmes. Comment expliquer ces pensées misogynes ? L'homme et la femme naissent mâle et femelle. Au début ils n'ont qu'une différence : la physiologie. Nouveau-nés, ils ont des envies et des activités similaires. Arrivés à l'enfance, tous deux font leurs découvertes. Ils développent leurs sens, ils apprennent à côtoyer leurs cercles sociaux et ils reconnaissent leur monde avec une curiosité envahissante. L'adolescence est une découverte de soi, autant pour le mâle que la femelle, mais leur avenir ne sera influencé que par leur personnalité et leurs contextes sociaux. Il est certain que leur sexe va déterminer le traitement que la société va leur donner, mais cette inégalité sociale ne peut être justifiée que par la physiologie. Alors où sont-elles ces différences absolues que l'on prétend exister entre la femme et l'homme ? Le problème provient d'une série de conventions ; ces enfants dès leurs naissances se font imposer une paire d'étiquettes, si c'est un garçon, la famille et les parents vont lui donner des vêtements de couleur bleue, ils lui offriront des jouets axés sur l'action, le mouvement : camions, trains, etc. Tandis que si c'est une fille, ce seront des vêtements roses, des jouets, des poupées, des images de princesses, etc. Pourquoi ne pas donner un camion à une fille et une poupée au garçon ? En quoi chacun est-il plus apte à jouer avec un train ou une poupée lors de leurs enfances ? Avec le temps, ces jeunes personnes grandiront avec cette image et finiront par l'intérioriser. La femme symbolisera la coquetterie, la passivité, la fragilité et la vulnérabilité tandis que l'homme signifiera la force, le courage et la détermination.

Peut-on dire que le sexisme est fait consciemment ? On ne peut nier que la nature a donné à l'homme une force physique que la femme n'a pas. Mais serait-ce parce que l'homme a monopolisé les travaux physiques que la femme n'a pu développer sa force ? En Occident, la femme et l'homme aujourd'hui sont égaux au niveau des droits, dans la plupart des cas, alors pourquoi le sexisme est-il toujours présent ? L'une des raisons qui influencent sûrement consciemment ou inconsciemment les gens à penser ainsi, c'est certainement les habitudes de vie où chacun a son rôle et doit s'y contraindre. La femme s'occupe du ménage et des enfants, car elle n'est pas assez compétente pour avoir un travail aux yeux des hommes tandis que lui va gagner le pain tout en monopolisant l'économie de la famille, ce qui oblige la femme à être dépendante de lui. Malgré qu'aujourd'hui la majorité des femmes ait accès à l'éducation, il y a des métiers dans lesquels elles sont peu acceptées ou peu présentes. Traiter la femme comme un simple objet de reproduction, tout en la méprisant car elle n'a aucune autre utilité physiologique ou psychologique provient sûrement du christianisme. La religion a influencé pendant des siècles la société et elle domine encore même de nos jours dans certains pays.

Le mouvement sexiste et ce conformisme absolu peuvent paraître moins présents, parce que les femmes ont aujourd'hui le droit de vote, à l'avortement, à l'expression et à sa reconnaissance professionnelle, mais la pornographie, la prostitution et l'hyper sexualisation n'ont jamais été aussi présentes et autant demandées par la société. Serions-nous négligents ou croyons-nous que ces droits sont innés ? Comment faire pour ne pas tomber dans ce cercle vicieux ? Il faut changer nos visions, notre mentalité pour que notre communauté soit égalitaire. Comme l'a si bien dit Simone de Beauvoir: « ... c'est que l'intervention d'autrui dans la vie de l'enfant est presque originelle et que dès ses premières années sa vocation lui est impérieusement insufflée. »

Article écrit par :
Catherine Boudin

Sortons l'entreprise privée de nos institutions scolaires!



L'achat de livres est une dépense très importante pour la communauté étudiante, soit environ 6100 personnes. Chaque session, nous nous voyons dans l'obligation de nous procurer nos notes de cours et certains manuels (non disponibles à la Banque de livres usagés) à la Biblairie GGC, n'ayant aucun libre choix, car cette entreprise détient un contrat d'exclusivité, c'est à dire un monopole en ce qui concerne la vente de livres sur le campus. Mais quel est le vrai visage de cette entreprise?

GGC est une grande entreprise privée active dans plusieurs domaines. En effet, elle possède une maison d'édition, une imprimerie, une maison de distribution et de LSC (Jeux et matériel de bricolage). Elle dispose également de plusieurs succursales de vente en Estrie ainsi qu'une succursale à Montréal, réalisant aussi des ventes à l'extérieur du Québec. GGC est née au Cégep de Sherbrooke : elle a été fondée par un ancien professeur de philosophie en 1977, Gérald Guy Caza (GGC). Cette entreprise encaisse d'importants profits sur notre dos, ces profits allant directement dans les poches de l'unique propriétaire et de ses actionnaires sous forme d'un rabais de 30% sur la marchandise, actionnaires qui sont pour la plupart des membres du corps professoral, plus particulièrement des enseignant-e-s actuel-le-s ou retraité-e-s. Au bas de l'échelle, nous retrouvons les étudiant-e-s qui ont « craché le cash » et qui ne récoltent bien entendu aucun rabais, mais surtout aucun réinvestissement sur le campus du Cégep...

Au Québec, ce sont les entreprises coopératives (via la bannière Coopsco) qui offrent le service de librairie dans la majorité des campus collégiaux. Le Cégep de Sherbrooke est l'un des derniers qui engraisse encore l'entreprise privée et cela depuis maintenant plus de 30 ans, non seulement par le service de librairie, mais aussi par l'ensemble de ses services auxiliaires, offrant ainsi des contrats à des firmes majoritairement privées. Cette situation est inacceptable! Et elle doit cesser immédiatement.

Nous devons freiner cette exploitation persistante de la communauté collégiale et sortir l'entreprise privée de notre Cégep! Ceci est bien possible : l'Université de Sherbrooke a elle-même procédé à l'expulsion de la compagnie GGC de ses portes afin qu'une coopérative prenne le relais! Plus près de nous, la Coopérative du Cégep de Sherbrooke a été aussi mise en place il y a un peu plus d'un an afin d'offrir une alternative alimentaire (entre autre) sur le campus. Ne voudriez-vous pas qu'elle gère également la librairie? Que les profits soient redistribués directement dans la communauté collégiale? Mobilisons-nous et opposons-nous à cette instance privée qui monopolise littéralement notre Cégep ! Les contrats à GGC, c'est terminé!

Article écrit par :
M. Mil Itant,
Étudiant en colère



			9			7	6	2
8			7			9		
	3							
		3		6				
		2				4		
	7		5			8		
					7			
7				4	1			9
		4				5	2	

Sudoku

Charade

1– Mon premier est un petit étang.
Mon deuxième est associé au poivre.
Mon troisième est une sorte de mini-jupe portée par les adultes dans certaines tribus.
Mon quatrième signifie tout en anglais.
Mon tout est un très célèbre auteur de Provence.
2- Mon premier veut dire monsieur en anglais (prononcé à la française).
Mon second est offert lors des fiançailles.
Mon troisième est le chiffre qui suit 1.
Mon quatrième est le bord d'un cours d'eau.
Mon cinquième est un dieu égyptien.
Mon dernier est ce qu'agite un chien lorsqu'il est content.
Mon tout est une célèbre pièce de théâtre de Rostand.
3-Mon premier est une unité en chimie.
Mon second est le jour avant aujourd'hui.
Mon tout est un dramaturge français célèbre pour ses comédies au XVII^{ème} siècle.
4-Mon premier accompagne la pelle et le râteau.
Mon deuxième est un animal voisin de l'otarie.
Mon troisième est la dernière syllabe du contraire de femelle.
Mon tout est un auteur de l'Antiquité ayant écrit Antigone.
5-Mon premier est un dieu égyptien.
Mon deuxième est un mot qui introduit une supposition.
Mon troisième exprime une négation dans une phrase.
Mon tout est un dramaturge connu ayant écrit Andromaque.
6-Mon premier est ce qui distingue une licorne d'un cheval.
Mon second est une interjection ou encore la dernière moitié de l'insecte qui butine le miel.
Mon tout est l'auteur de L'illusion comique.
7-Mon premier représente les hommes en anglais.
Mon deuxième est la grande chaîne de montagnes en Amérique du Sud.
Mon troisième est un préfixe qui amène à une répétition.
Mon tout est un dramaturge grec qui a écrit des comédies.
8-Mes premiers sont pondus.
Mon deuxième est le synonyme de « je m'esclaffe ».
Mon troisième est un nombre infini symbolisé par une lettre, commençant par 3.
Mon quatrième est le chiffre précédant le chiffre 3.
Mon tout est un poète tragique grec.

Le Comité Mobilisation :

pour que la justice sociale triomphe!

Vous rêvez d'un monde plus juste? Plus égalitaire? Plus solidaire? Vous voulez agir pour produire un changement social? Vous voulez en apprendre plus sur les enjeux actuels du mouvement étudiant? Vous êtes au bon endroit!

Dans le monde de l'éducation, comme dans le monde entier, persistent encore des problématiques qui nous touchent et nous affectent. En effet, l'exploitation, les discriminations sexistes, économiques, racistes et homophobes, la censure, la privatisation, la pauvreté et la destruction de l'environnement sont des injustices encore très tangibles. C'est par solidarité et par refus d'accepter cette réalité sans la dénoncer que nous nous réunissons au sein du comité de mobilisation. Celui-ci a comme principale mission d'informer et de sensibiliser la population étudiante à différents enjeux, que ce soit par l'action directe ou théâtrale, le fameux "track-tage", la projection de documentaires, la présentation de débats/conférences, etc.

Les réunions ont lieu chaque jeudi à 18h00 au local des comités de l'AECS (6-21-118). Pour nous soumettre des idées de projets ou d'action, pour participer à celles-ci, pour confirmer votre présence à la prochaine réunion ou simplement par curiosité, écrivez-nous à mobilisation@aeecs.info

Nous avons adopté à l'unanimité une plate-forme servant de guide pour les actions à venir :

1. Nous nous engageons à promouvoir la conscience collective et politique de la communauté collégiale, comme nous sommes citoyens et citoyennes avant d'être étudiants ou étudiantes, nous visons aussi à promouvoir la conscience sociale et la solidarité dans la société en général.

2. Nous nous engageons à susciter la participation aux activités de l'AECS afin de développer un poids politique d'une plus grande ampleur.

3. Nous nous engageons à informer, sensibiliser et conscientiser la population étudiante à la conjoncture politique, économique, écologique et sociale en présentant une alternative au discours dominant.

4. Nous nous engageons à promouvoir le syndicalisme étudiant de combat, défendre, protéger et promouvoir les droits et intérêts, tant individuels que collectifs, de la population étudiante ainsi que la qualité, la laïcité, la gratuité et l'accessibilité à l'éducation.

5. Nous demandons un réinvestissement massif en éducation de la part du gouvernement et que soient mises en place des mesures afin de démocratiser l'éducation à toutes les couches de la société parce que la réflexion et la connaissance sont la source de tout progrès social.



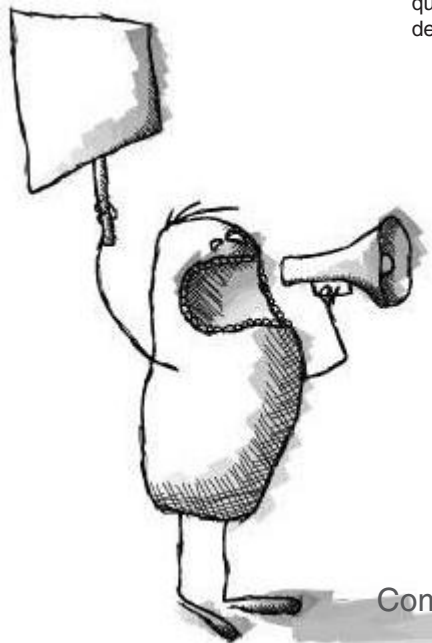
6. Nous demandons l'instauration de véritables structures de redistribution des richesses, nous dénonçons l'écart grandissant entre les riches et les pauvres, nous nous opposons à l'extrême libéralisation de l'économie qui ne fait qu'e plonger la population dans la précarité et n'avantage que les grandes entreprises privées.

7. Nous demandons l'instauration du salariat étudiant à un niveau supérieur au seuil de pauvreté, tel que défini par le Conseil national et du Bien-être social du Canada, reconnaissant l'éducation comme un investissement collectif pour l'avancement de la société.

8. Nous nous opposons à la discrimination économique et sociale sous toutes ses formes pour que la connaissance ne soit pas un bien réservée aux classes dominantes et ne dépende pas de facteurs monétaires.

9. Nous sommes en faveur d'une éducation qui favorise le développement de l'esprit critique et qui sollicite l'intégration de grilles d'analyse diverses à l'intérieur de la formation fondamentale.

Solidairement,
Les membres du comité Mobilisation de l'AECS





Il y a des fois où l'on perd sans même combattre
Sans prendre les gants ni jeter la serviette

Sans jamais savoir
C'est qui l'ennemi ;
Celui dans l'autre coin

Quand la cloche sonne :
On ferme les yeux

On le façonne avec les poings
On définit
Ses contours
Le contour de ses paroles
De ses phrases
Des ses petites cicatrices;
Invisibles

Les combats, ce sont
Des histoires de cicatrices
Celui qui gagne c'est celui
Qui a la plus rouge
La plus grosse
La plus souffrante

Une histoire de cicatrices
Qu'on a eues sans savoir pourquoi
Sans combattre

Juste parce qu'il y a quelqu'un
Qui voulait se sentir plus fort
Plus grand
Meilleur

Alors on a perdu sans combattre
Sans prendre les gants ni jeter la serviette

Sans participer, on a perdu

Article écrit par : Anthony Lacroix

Le 2 décembre dernier, la NASA Astrobiology Research Fellow et la chercheuse Felisa Wolfe-Simon ont fait une annonce concernant une découverte majeure dans la conception de la vie telle que nous la connaissons depuis toujours. En effet, Wolfe-Simon et son équipe ont découvert une forme de vie, une bactérie, qui est capable de vivre sans un des éléments normalement considérés comme essentiels à la vie.

Tout organisme vivant est composé, bien sûr, d'une multitude d'atomes appartenant à différents éléments chimiques. Six d'entre eux sont cependant essentiels au vivant puisqu'ils sont d'une importance capitale dans les différentes fonctions du métabolisme des cellules. Il s'agit de l'hydrogène, de l'azote, de l'oxygène, du carbone, du soufre et du phosphore. Dans le cas de la bactérie qui nous intéresse, c'est le phosphore qui est remplacé par un autre élément : l'arsenic. Dans une cellule, le phosphore sert à de nombreuses choses, il est notamment un élément important de l'ADN, l'ARN (bagage génétique) et de l'ATP (énergie de la cellule). D'un autre côté, l'arsenic a toujours été considéré comme un poison pour les organismes vivants puisqu'il ressemble tant au phosphore au niveau atomique qu'il en vient à prendre sa place et à empêcher la cellule de fonctionner. Mais dans le cas de la bactérie découverte, il lui permet de continuer ses fonctions de base sans l'endommager.

C'est dans la vase du lac Mono en Californie (un lac à forte concentration en arsenic) que la bactérie de la famille des Halomonadaceae fut découverte. Wolfe-Simon et son équipe ont en effet pris de la boue du lac et l'ont diluée et nettoyée jusqu'à ne plus avoir de phosphate dans leur échantillon. Ils l'ont ensuiteensemencédans un milieu de culture contenant de l'arsenic. Une sorte de bactérie a réussi à pousser et les recherches ont confirmé qu'elle utilisait l'arsenic pour son métabolisme. Pour confirmer le passage de l'arsenic à l'intérieur de la cellule, les chercheurs ont utilisé un traceur radioactif et différentes techniques de spectrophotométrie. Il faut cependant noter que la colonie ne vivait pas dans des conditions optimales, elle poussait moins vite que si elle avait été dans un milieu plus adéquat contenant du phosphore. De plus, il restait de fortes concentrations de phosphore dans la bactérie, qu'elle utilisait en même temps que l'arsenic. Ceci a poussé plusieurs personnes de la communauté scientifique à critiquer plus ou moins fortement la découverte. Pour plusieurs, on considère qu'il n'est pas certain que la bactérie puisse effectivement vivre avec de l'arsenic. C'est comme si c'était seulement un acte de survie de la part de la bactérie.

Avec tout ça, il reste à savoir si les mécanismes de la bactérie qui utilisent l'arsenic sont aussi efficaces que ceux qui utilisent du phosphate (par exemple, est-ce que l'ATP à base d'arsenic fonctionne aussi bien et donne autant d'énergie ?). S'il s'avérait que les molécules fonctionnent de façon aussi efficace, ça remettrait en question une grande partie des choses qu'on prenait pour acquises au niveau des molécules dans le système biologique. Enfin, cette recherche laisse beaucoup réfléchir sur la biochimie d'organismes vivant dans les environnements extrêmes sur Terre, sur d'autres planètes ou ayant vécu dans le passé. Beaucoup de recherches sont probablement à venir sur le sujet.

Article écrit par : Marilou Pelletier

Bactérie à l'arsenic

Les valeurs des démocraties

En l'espace d'à peine un mois, deux dictateurs sont tombés. Deux peuples se sont libérés de la mégalomanie de leur tyran. Il s'agit de la Tunisie et de l'Égypte.

C'est le temps de célébrer. Sortez le champagne et tout le reste. Parce que quand même, la démocratie, c'est important : on n'envoie quand même pas notre jeunesse se faire démolir en Afghanistan pour rien.

La démocratie, la justice et la liberté sont les piliers de nos sociétés. Sans elles, nous ne pourrions pas nous vanter d'avoir les plus belles cultures du monde. Non, la démocratie n'est pas parfaite, loin de là. Mais comme le disait Churchill, malgré tout ce qu'on peut lui reprocher, il s'agit tout de même de ce que nous avons de mieux.

Comment expliquer qu'après respectivement 24 et 30 ans de tyrannie, Ben Ali et Moubarak soient renversés maintenant? Les crises tunisiennes et égyptiennes ont atteint des sommets ces dernières années, avec les famines et le taux de chômage élevé. La situation devenait intenable. Il a fallu qu'une personne désespérée s'immole en Tunisie pour que le peuple fasse le reste.

John Locke (qui a fortement inspiré la constitution américaine) disait que la gouvernance doit se baser sur le juste accord entre les gouvernants et les gouvernés, et que ceux-ci ont le droit de renverser leur dirigeant en cas de grave insatisfaction; c'est cette pensée, même si elle est ici outrageusement résumée, qui a été appliquée.

Les autres pays arabes, pour la plupart souffrant également de tyrannie, n'ont pas suivi la Révolution de Jasmin avec indifférence; l'Algérie, le Yémen, la Jordanie et l'Égypte ont tous vu leur population commencer à protester contre les régimes en place. Contre toute attente, c'est pourtant l'Égypte qui a suivi le bal : l'Égypte constituait, avec sa dictature ferme et son économie puissante, un pays que l'on croyait « solide ». Il a fallu que quelques Égyptiens s'immolent à leur tour pour que le peuple décide de récupérer ses droits et décide de se débarrasser de Moubarak : après 18 jours, de multiples décès, de nombreux journalistes gravement menacés et des promesses de réformes vagues, Moubarak a fini par céder, laissant ainsi le pouvoir à l'armée afin d'assurer la transition vers le nouveau régime. Nul ne peut désormais prédire l'avenir : à quoi ressemblera l'Égypte? Le reste du Moyen-Orient? Israël? Mystère. Ce qu'il y a de décevant avec l'actualité, c'est qu'elle ne permet pas de prédire l'avenir.

La question à se poser, suite à ces renversements, n'est pas de se demander pourquoi il a fallu deux ou trois dizaines d'années pour que de telles dictatures puissent être renversées par le mécontentement de leur peuple. La vraie question est de savoir comment elles ont fait pour se maintenir tout ce temps.

L'Irak et l'Afghanistan sont présentement les symboles de la « nécessité d'instaurer des démocraties partout dans le monde ». Pourquoi ne pas avoir également envahi, dans ce cas, l'Égypte ou la Tunisie? Parce que l'on aurait manqué d'effectifs pour y obtenir des résultats? Sûrement. Alors pourquoi avoir continué de maintenir les économies de ces régimes dont les fonctionnements s'opposent aux valeurs du « monde libre » pendant des dizaines d'années?

Suite à sa déchéance, Ben Ali a été rabroué par toute la planète, méprisé et traîné dans la boue, parce que c'était un dictateur. Aucun pays ou presque ne veut l'avoir sur son sol, si ce n'est que pour le traîner en justice. Vous noterez l'usage du verbe « était » dans la première phrase; elle n'aurait pas eu le moindre sens au présent.

Quant au terrible Moubarak, la Suisse a bloqué ses avoirs lorsqu'il a quitté le pouvoir. Bravo pour l'initiative. Il faut imaginer qu'avoir fait exactement la même chose lorsqu'il s'accrochait désespérément à son poste n'aurait pas du tout aidé la cause du peuple égyptien... Ce sont des exemples parmi tant d'autres, simples, mais frappants.

Le « monde libre » craint maintenant que les Frères musulmans parviennent à instaurer un régime islamiste à l'iranienne en Égypte (à ce sujet, je recommande très fortement les analyses du journal français « Le Monde »). Ce genre de comparaisons est très agréable pour l'œil critique, car le régime islamiste iranien succède à celui du Chah Pahvali, qui est arrivé au pouvoir en 1953 par un coup d'État... britanno-américain. Parce que Mossadegh voulait autrefois nationaliser le pétrole iranien, ce qui aurait nuit au commerce britannique, tant la Grande-Bretagne que les États-Unis qui « ont craint de voir l'Iran sombrer dans le communisme soviétique » et ont renversé le gouvernement en place pour le bénéfice du Chah. S'en sont suivies 26 années de terreur et de répression en Iran, que les États-Unis dissimulaient en parlant du pays comme d'un « État de droit ».

En attendant, deux dictatures sont tombées, et tout le monde semble être très content. C'est sans doute parce qu'il faut savoir se ranger du côté des gagnants. Et qui sait, peut-être trouvera-t-on un moyen pour retirer un bénéfice de la chute de nos alliés.

Article écrit par : Christophe Achdjian

Nous entendons souvent des phrases du genre : « c'est bien beau l'égalité, mais soyons honnêtes, c'est une utopie. Moi c'est la liberté. Ça, ça me fait vibrer ». Le choix est simple non? Sois tu es libre, sois nous sommes tous égaux. La question la plus clichée du dernier siècle : « l'Amérique avec ses libertés individuelles où chacun peut forger son avenir ou la Russie soviétique où tous étaient égaux devant le destin. » Vraiment? Est-ce vraiment si simple? Sommes-nous vraiment dans une société plus libre à chaque fois que nous décidons d'abolir les instances assurant l'égalité sociale? Mais avant, fondamentalement, c'est quoi la liberté? Faire ce que voulons? Non, il est évident que je ne peux pas voler ou encore respirer sous l'eau. Faire ce que nous voulons selon les moyens à notre disposition? Non, c'est tout aussi évident, l'autre a un pouvoir sur nos actions. C'est donc faire ce que nous voulons selon les moyens mis à notre disposition sans être restreint par le pouvoir d'autrui? Ça ressemble à ça non? Après, bien sûr, nous pouvons rentrer dans la sémantique de la chose et dire que la liberté c'est l'ensemble des possibilités qui nous sont offertes, autant physiquement que socialement, mais qui, par leur existence même, empêche d'autres possibilités. En gros, si nous décidons de faire une chose, nous nous empêchons d'en faire une autre et donc, à long terme, influencer les possibilités qui nous sont proposées.

Liberté ou égalité?

Maintenant que nous avons quelque chose qui ressemble à une définition, sommes-nous libres? Je propose une affirmation : non. Nous ne sommes pas libres, aucun d'entre nous, simplement parce que nous n'avons pas un vrai choix avec nos vies. Je vous présente donc une notion : w/esclavage salarié. C'est une notion qui était assez populaire dans les mouvements de contestation du XIXe siècle. À cette époque, des masses de fermiers qui travaillaient sur leurs terres devaient déménager dans les villes dans lesquelles ils devaient vendre leurs temps et leurs corps pour un salaire. Le problème c'est qu'ils ne possédaient pas les moyens de production. Ils n'étaient qu'engrenage dans une chaine de production. Leurs revendications dénonçaient donc la situation dans laquelle ils étaient complètement dépendant du bon vouloir de leur patron pour survivre. Depuis cette époque, la notion est passée plus ou moins dans l'oubli. L'idée d'organiser sa vie au complet autour du travail est la norme sans vraiment être remise en question. On passe le premier tier de notre vie à se préparer à travailler, le deuxième à travailler et le dernier à se reposer. Sans aller dans la manière dont on organise de plus en plus les écoles pour être uniquement des camps de formation pour le travail ou comment on traite les retraités comme des boulets vu qu'ils ne travaillent plus, on peut facilement dire que nos vies sont organisées autour du travail. Donc, sommes-nous libres? Pouvons-nous faire ce que nous voulons selon les moyens mis à notre disposition sans être restreint par le pouvoir d'autrui? Sérieusement, non, c'est évident que non. Nous pouvons tous nous dire qu'avec assez d'efforts nous pouvons réaliser n'importe quoi, mais nous le savons tous au fond : c'est n'importe quoi. Dans la société capitaliste, personne n'est libre ; même le patron n'a aucun contrôle sur sa vie qui est dictée par les aléas du marché. Alors, quelle est la solution? Comment peut-on créer une société qui rendrait possible la liberté, dans laquelle plus de gens seraient réellement et profondément libres? Comment peut-on créer une société dans laquelle les gens ne seraient plus complètement dépendants de la fameuse main invisible du marché et dans laquelle les PDG des groupes corporatifs ne pourraient plus décider du sort de millions de personnes? La réponse est simple non? L'égalité. Si nous décidions de former une société qui offre à chacun la même chance, les mêmes possibilités d'accès à la liberté, nous pourrions atteindre une vraie forme de liberté, liberté où chacun est réellement maître de sa vie. Si nous décidions enfin de dépasser l'aliénation du travail salarié, nous pourrions passer notre vie à créer notre bonheur plutôt que de créer de la richesse. Et au final, le bonheur c'est tout ce qui compte non?

Article écrit par : le Marquis

Un jour ou l'autre, le monde nous appartiendra

Je ne me trompe pas en disant que je suis née à 17 ans. Je me suis sorti la tête du cul, j'ai ouvert mes yeux, j'ai voulu changer de vie, mais, surtout, changer la vie. À 25 ans, fraîchement de retour sur les bancs d'école, j'ai l'impression d'en avoir 50, d'avoir connu toutes les tempêtes, d'y avoir participé activement, d'avoir semé et récolté à chaque jour un peu plus. Après que la grève générale illimitée de 2005 se soit terminée en queue de poisson, mon monde s'est radicalisé. Chronique d'une engagée.

Je fais ce que je fais parce que je ressens la responsabilité sociale de le faire. J'ai promis de vivre dans une société libre, qui respectera les droits humains, la dignité et l'égalité, qui mettra de côté les profits pour faire place à la créativité, qui carburera à la justice sociale et au bien-être collectif. Sur papier, l'égalité homme-femme est atteinte, l'avortement et le mariage gai sont légaux, la peine de mort est abolie, le Cégep est gratuit et le Canada est un pays de paix. Vraiment ? La réponse dépendra de l'information dont vous disposez. Vous savez, cette information coupée au couteau selon les questions économiques en vogue, qui vous sera recrachée sous une forme totalement différente de l'originale, vous laissant croire que le gouvernement Harper ne censure rien ni personne...

Je n'en suis plus à faire de la paperasse, du copinage ou des compromis ; j'agis. J'en ai assez que nous nous laissions faire et que nous soyons pris-e-s dans des structures nous empêchant d'être qui nous sommes. J'en ai assez d'être dirigée par des politiciens avarés qui se contrefichent des services publics et de l'importance de leurs accessibilités, assez de ne pas avoir réellement mon mot à dire sur des projets de « société », assez de me faire prendre pour une débile quand on me parle des gaz de schistes. L'escalade de moyens de pression, ce n'est pas seulement une expression dans un plan d'action, elle existe au quotidien dans la vie aussi! Je suis montée d'un cran et je ne redescendrai pas. Lorsque je me lève le matin, je ne me demande pas quel chandail je porterai, je me demande si on va finalement reconnaître le génocide actuel au Darfour. Dans mes cours, je ne me brosse pas les cheveux, je me demande si le prochain budget provincial sera aussi abusif que le précédent. Le soir, je n'écoute pas le hockey, je participe à des réunions et j'organise des actions. Mais la plupart du temps, savez-vous à quoi je réfléchis? Je me demande comment vous rejoindre, comment vous faire réaliser que nous allons directement dans un mur et qu'il est minuit moins une. Quel est le déclic qui vous fera ajouter une goutte de solidarité à votre verre de jus le matin? Et en attendant de trouver la réponse, je me dis que le jour où je n'aurai plus envie de mettre le feu

au trouduc qui crache sur la population en votant des budgets qui ne font qu'accentuer le fossé entre riches et pauvres, allant à l'encontre des principes de justice et d'égalité, au nom d'une démocratie qui n'en est au fond pas une, je n'aurai plus de raisons d'exister.

« Le monde ne sera pas détruit par ceux qui font le mal, mais par ceux qui les regardent sans rien faire. » - Einstein

Engagement : n.m. Acte ou attitude de l'intellectuel, de l'artiste qui, prenant conscience de son appartenance à la société et au monde de son temps, renonce à une position de simple spectateur et met sa pensée ou son art au service d'une cause.

Radical, ale, aux : adj. Et n. Qui vise à agir sur la cause profonde des effets qu'on veut modifier.

Militant, ante : adj. Et n. Qui lutte activement pour défendre une cause, une idée. Qui prône l'action. Membre actif d'une association, d'un syndicat, d'un parti.

*Définitions tirées du Petit Robert de la langue française 2006.

Article écrit par : Luna

Message à Pauline Marois et Gilles Duceppe

Je n'ai pas envie ici de débattre de la question de souveraineté. On peut être pour, on peut être contre, mais ce n'est pas le sujet de cet article.

J'ai attentivement suivi les discours de madame Marois ces derniers jours; si c'est bien compris, elle est pour la souveraineté du Québec. Et elle n'aime pas Jean Charest.

Lors d'un prochain gouvernement péquiste, Pauline Marois va s'engager à tout faire pour obtenir la souveraineté le plus rapidement possible, en agissant « sur tous les fronts ».

Si l'objectif est de mener le Québec vers la souveraineté, je trouve la stratégie particulièrement faible : si les déboires de Jean Charest indiquent sans équivoque une victoire du Parti québécois aux prochaines élections, cela ne veut pas dire que les Québécois veulent un gouvernement souverainiste; le PQ serait élu de facto, et non par volonté politique (l'ADQ est ridicule et Québec solidaire n'a rien à proposer excluant Amir Khadir). Ainsi, je me demande s'il vaut vraiment la peine de profiter de cette soudaine « popularité » du Parti québécois pour agir en gouvernement souverainiste. Si de telles circonstances sont absolument nécessaires pour diriger le Québec vers un troisième référendum, c'est que le Parti québécois carbure à l'énergie du désespoir : avec un adversaire comme Jean Charest, Pauline Marois pourrait pour ainsi dire ne pas mener de campagne et tout de même obtenir un gouvernement majoritaire.

Ce qui me dérange encore plus, au-delà de cette stratégie d'agir en gouvernement souverainiste sans le réel consentement des Québécois, c'est de parler de souveraineté en temps de déficit structurel. Ce n'est pas le fédéral qui endette le Québec présentement. Et ce n'est pas la souveraineté qui va faire disparaître la dette par coup de baguette magique.

Les jeunes protestent contre la hausse des frais de scolarité. Les familles contre la contribution-santé à caractère régressif, et les hausses de taxes. Et les factures d'hydro-électricité. Etc. Je ne parle même pas du financement du colisée à Québec. En considérant la réalité du problème des finances québécoises, quelles sont les stratégies des péquistes pour y faire face? Que peuvent-ils proposer pour aider la province à se sortir de son endettement structurel en satisfaisant les demandes des citoyens? Ce n'est pas de souveraineté dont nous avons besoin présentement : c'est de savoir comment se comporteront l'avenir de nos finances, et quelles alternatives sont proposées aux idées du gouvernement Charest. Ne rien proposer et ne rien travailler à ce sujet en sachant qu'ils seront très certainement élus aux prochaines élections, c'est une honte.L'objectif premier du Parti québécois n'est pas la souveraineté du Québec : c'est le bien-être du Québec. Il ne faut pas confondre les deux.

On pourrait certes reprendre les arguments de Gilles Duceppe face à la menace que représente Stephen Harper pour les arts, la culture, les droits d'auteur, pour légitimer l'idée souverainiste. Je le cite (d'après Cyberpresse) : «Hier, c'était les coupes dans le financement (de la culture) et le mépris affiché de Stephen Harper. Aujourd'hui, c'est la prise de contrôle du CRTC par les partisans conservateurs et de l'ADQ. Demain, ce sera la loi sur le droit d'auteur qui va couper les vivres à nos créateurs, à nos artistes, a souligné M. Duceppe, devant plus de 700 partisans. Une nation comme la nôtre ne peut pas laisser l'avenir de sa culture entre les mains d'une autre nation dont les dirigeants sont au mieux indifférents et au pire, méprisants.»

Je dois admettre que les positions du gouvernement Harper face à tous ces sujets sont pitoyables. Et le mot est faible. Gilles Duceppe a parfaitement raison de le dénoncer. Mais pour mettre fin à cette culture du mépris de l'intelligence telle que prônée par Harper, la souveraineté n'est pas nécessaire : il suffit de changer de gouvernement fédéral. On peut voter pour Michael Ignatieff, qui s'est engagé à restaurer les fonds coupés par les conservateurs en culture, et qui a le plus de chances de mettre fin au règne conservateur. Ce serait un bon pari. On pourrait toutefois reprocher le « lourd passé » des libéraux et changer de cap. Reste alors Jack Layton, dont les valeurs social-démocrates sont celles qui se rapprochent le plus de l'idéologie québécoise. Reste qu'il a moins de chances de triompher aux élections qu'Ignatieff, mais il pourrait tout de même mener une bonne opposition. Est-ce que le fédéralisme peut encore servir les intérêts du Québec? Je ne vais pas répondre à cette question. Mais si on me demande si les libéraux ou les néo-démocrates peuvent faire mieux que les conservateurs, je répondrai sans doute oui. Il suffirait donc de s'unir derrière l'un de ces deux partis.

Article écrit par : Christophe Achdjian

« Mubarak quitte le pouvoir », « Le peuple a chassé le Sphinx », « Une leçon pour le monde entier ».

Quelle flambée d'espoir dans une région que l'on plaignait, mais sans réelle motivation de changer les choses! La situation du peuple semblait désespérée : un dictateur, ou alors un islamisme extrémiste. Voici maintenant une troisième option : la démocratie!

Avant de s'emporter, faisons un court retour en arrière : Tunisie, le 17 décembre 2010. Mohamed Bouazizi, un jeune baccalauréat devenu vendeur ambulant, s'immole par le feu. Cet acte désespéré pour dénoncer l'absence de futur dans un pays dirigé par un régime kleptocrate, soit un système basé sur la corruption et le vol, a un écho immédiat dans la région : les jeunes de Sidi Bouziz, petite ville au centre de la Tunisie, sortent dans la rue pour exprimer un ras-le-bol collectif et unanime. Cette manifestation imprévue, spontanée et désorganisée a tôt fait de prendre de l'ampleur. Le 4 janvier 2011, Mohamed Bouazizi meurt à l'hôpital des suites de sa tentative de suicide. Cette mort est une lampée d'eau qui fait déborder le vase. Peu à peu, les mouvements de contestations avaient influencé les communautés autour de Sidi Bouziz et ce nouvel événement amène tout le reste du peuple à sortir dans les rues. Dix jours plus tard, Zine el-Abidine Ben Ali, le dictateur déchu, quitte le pays.

Cet homme politique, qui détenait le pouvoir depuis 23 ans, est chassé en l'espace de quelques jours par une révolte pacifiste. Il y a eu quelques morts, mais l'armée s'est gardée de réprimer les hordes de manifestants. La Tunisie était bien l'un des pires régimes du monde arabe, mais beaucoup d'autres peuples subissent la même situation : l'Algérie, l'Égypte, la Libye, la Syrie, la Jordanie, le Yémen... Ainsi, cette révolution amène bienvdes peuples à espérer eux aussi la démocratie que l'on croyait inatteignable. Mohammed Hosni Mubarak, par exemple, était à la tête du gouvernement égyptien depuis plus de trente ans. Cet octogénaire tête était, tout comme Ben Ali, supporté par les gouvernements occidentaux. La raison? L'islamisme radical. La France, les États-Unis, le Canada, les grands pays de la démocratie ont soutenu ces régimes intolérables au Proche-Orient, car ils préféraient un gouvernement autoritaire mais stable à un régime instable, ce qui serait inévitablement le cas si ces pays voulaient se démocratiser. La stabilité est mise de l'avant comme un rempart contre le terrorisme, trop souvent directement associé à toute forme d'islamisme.

Or, le véritable rempart contre le terrorisme, celui qui garderait les occidentaux d'attentats désespérés, ne serait-ce pas la démocratie? Les auteurs d'actes terroristes sont trop souvent des victimes de ces régimes injustes qui tentent de venger ces

injustices. Si, au lieu de soutenir des dictatures, on aidait ces peuples à avoir une plus grande liberté, on comprend facilement que les organisations radicales perdront de leur influence, puisque les gens qui se tournent vers elles à défaut d'autres options auront la possibilité d'un choix modéré amené par la démocratie.

Mubarak est tête : en aucun cas il ne voulait quitter le gouvernement de son pays, même devant la fureur incroyable de millions d'Égyptiens. Tellement tête en fait qu'il faisait l'objet d'une blague pendant les manifestations à la place Tahrir, au Caire : Ben Ali, chassé par son peuple, appelle son ami Mubarak pour lui dire qu'il devrait songer à faire ses adieux au peuple égyptien. Mubarak de répondre : « Pourquoi? Le peuple égyptien s'en va quelque part? »

Pourtant, après trois semaines de manifestations, il a du se résigner. Il n'a cependant pas quitté le pays. Il n'a pas non plus mentionné ce qui adviendrait de son fils, qui devait prendre sa place, mais il y a peu à craindre de ce dernier : les Égyptiens ne voudront pas d'un autre Mubarak. L'armée a prit les rênes du pays. S'il y a une chose à craindre, c'est que l'armée, qui détient une grande partie de l'économie égyptienne, tente d'endormir les révolutions et empêcher l'avance de la démocratie. Il ne faut pas oublier que, depuis les années soixante, toutes les têtes dirigeantes égyptiennes sont issues de l'armée. Le contrôle du canal de Suez pourrait être

une motivation à garder le pouvoir : c'est en effet un passage essentiel pour le contrôle du pétrole. Outre cela, les Égyptiens ont bien donné une leçon au monde entier. Ils ont fait cause commune, ont laissé de côté les conflits qui les séparaient, notamment entre chrétiens et musulmans, pour se lever contre les injustices qui ravagent leur pays. Il y a bien là quelque chose dont nous pouvons nous inspirer : nous vivons dans un pays démocratique, nous avons la possibilité de nous révolter contre des décisions sans risquer nos vies. Pourtant, l'exerçons-nous, ce droit? Cette démocratie, cette liberté pour lesquelles les jeunes de tant de pays sont prêts à donner leur vie, nous qui les avons, nous en montrons-nous dignes? Il ne faut pas, parce qu'on a un régime somme toute juste, endormir notre capacité de révolte. C'est ainsi, tout de même, que s'installent les dictatures : sur la mollesse d'un peuple. Le Canada est loin d'être une dictature! Tout de même, nous avons un certain devoir : la position de Harper sur les changements climatiques, les gaz de schiste, la construction... Pour la politique nationale, je vous réfère aux écrits de mon collègue Christophe Achdjian. Nous avons les moyens de faire bouger les choses plus encore que ne l'ont les Égyptiens ou les Tunisiens : prenons-en conscience, engageons-nous, et basta la corruption!

Article écrit par: Bernard Cloutier

Agriculture et sécurité alimentaire

De nos jours, l'agriculteur qui se plaint devient un stéréotype courant et ce n'est pas à tort. Les agriculteurs du Québec sont confrontés à une compétition malsaine et injuste face aux agriculteurs des États-Unis, de la Chine ou bien de l'Afrique. Ces importations diffèrent énormément dans leur prix de vente à cause de la réglementation qui est moins exigeante et, par conséquent, moins coûteuse en production. Pour avoir une idée claire de cette injustice face à cette compétition internationale, nous avons contacté un fermier d'ici pour avoir la version d'une personne confrontée à cette situation actuellement et faisant, de plus, partie d'un organisme syndical : l'Union des Producteurs Agricoles (UPA).

Ce syndicat, étendu à travers le Québec, agit selon une philosophie respectant quatre idées de bases, soit : la santé, l'autonomie, le développement durable et l'équité. Il aide chacun à faire sa place au sein des industries agro-alimentaires. Par exemple, elle crée des partenariats avec des fournisseurs afin de donner au citoyen une priorité d'achat sur les produits locaux. C'est le cas notamment des produits tels que les baies, les boissons artisanales alcoolisées, le sirop d'érable et la majorité des produits laitiers. De plus, ce syndicat a le projet de populariser les marchés publics, mettant en valeurs les agriculteurs locaux ainsi que certains projets d'accords sur le commerce intérieur.

D'un autre côté, ce syndicat nous assure des conditions de travail idéales exemptées de produits chimiques et axées sur le développement durable. L'UPA travaille encore à faire respecter ces conditions de base pour l'agriculture, mais est confrontée à une réalité où les organismes tels que Monsanto qui, n'en ayant pas cure et ne payant donc pas les réglementations, réussissent à fixer des prix de ventes plus bas.

Cependant, les agriculteurs au Québec n'ont pas vraiment le choix de faire partie de ce syndicat : ils sont obligés de verser un cachet même s'ils décident de ne pas en être membre. C'est d'ailleurs le seul syndicat existant pour ces travailleurs. Il est constitué de 11 syndicats de bases (Richmond, Valcourt, Sherbrooke...) dont 9 syndicats spécialisés (bois, bovin, agriculture...) et englobe 2717 entreprises et 3926 mandataires. Or l'UPA se fait moins entendre par le gouvernement et les membres à son actif baissent, car ils sont portés sur l'individualisme. Les chiffres parlent d'eux-mêmes lorsque l'on sait que dans les années 80 46% des travailleurs formaient ce syndicat, alors qu'en 2010 seulement 17% des travailleurs le représentent. Puisque les agriculteurs sont représentés par un seul et unique syndicat contrairement aux infirmières et aux professeurs, il est plus facile de se faire entendre par le gouvernement.

Pour en revenir à notre entrevue avec l'agriculteur local, la majorité des agriculteurs produisent leurs propres semences afin de nourrir leur élevage et sont pratiquement tous dans l'obligation de faire appel à des meuneries pour combler leur déficit et ainsi parvenir à leurs fins. Il existe trois meuneries majoritaires dont une seule provenant du Québec : Coop Fédérale (Québec), Sher-Grain (Pays-bas), Purina (Nestlé, Suisse). Les produits de la multinationale Monsanto représentent aussi une alternative populaire auprès des agriculteurs qui cherchent à combler leur déficit. Malheureusement, ses produits promettent parfois des rendements plus élevés alors qu'il n'en est rien. Elles rendent les récoltes dépendantes de son utilisation : on parle notamment du soya qui est difficile à produire maintenant sans avoir recours au produit de Monsanto. Notre agriculteur définit même cette firme comme l'objet d'une dictature du rendement du marché.

Un autre phénomène qui rend les pousses de soya et de blé dépendantes est l'utilisation des organismes génétiquement modifiés (OGM). Lors de son utilisation, une gestion de bonnes méthodes est primordiale afin de protéger autant la pousse que les impacts négatifs sur l'environnement. En effet on parle fréquemment des zones tampons lors de l'utilisation du Bt (qui éloigne les chenilles) afin d'éviter de rendre les anomalies résistantes face à ce produit. Comme nous le savons, les OGM ont pris une place majeure en Amérique du Nord, telle que même les petits agriculteurs en font un usage courant. Pour faire une comparaison avec nos voisins outre-Atlantique, la réglementation y est tellement sévère que les petits agriculteurs n'ont aucun intérêt à les utiliser; si le produit dépasse la barre des 0.9%, le fournisseur se voit dans l'obligation de l'étiqueter.

En résumé, la situation de nos travailleurs de l'agro-alimentation est malheureusement désavantagée par l'importation des zones ne respectant pas les bases de la réglementation pour une santé humaine saine. L'agriculture québécoise est protégée par un seul syndicat qui se fait de moins en moins entendre par le gouvernement mais qui permet d'avoir des conditions de travail adéquates malgré les petites controverses qui l'entourent. Il n'est pas rare cependant que les agriculteurs fassent appel à des entreprises telles que Monsanto qui n'améliorent pas vraiment la situation des agriculteurs en priorisant la recherche du profit face au bien humain. D'autre part, il y a la présence des OGM qui, selon la gestion, nuit mais qui peut aussi améliorer la situation agricole mondiale et par conséquent subvenir au besoin d'une démographie dangereusement croissante.

Cette entrevue avec l'agriculteur local membre de l'UPA nous amène à prendre conscience du rôle du citoyen face aux défis environnementaux.

Par Bastien Bullier, Alex Rodrigue-Morrisette, Anthony Galvin-Bisson, Nicolas Ranger et Melyssa Couture

Correspondance

Non.
Moi, je ne vous aime plus.
Je vous laisse, je vous quitte; nous deux, c'est terminé!

Vous êtes peut-être bien joli avec votre air des seventies, vos longs cheveux bruns sauvages, votre regard d'océan et ces cuisses que je n'ai toujours pas vues, mais non: c'est fini! Vous n'attendiez que de trouver une nouvelle femme pour satisfaire votre égo. Mais sachez, mon cher, que je n'ai nul besoin de vous. Je suis seule et unique; à moi seule je suis heureuse, à moi seule je me complais. Vous vous en mordrez les doigts lorsque je serai au sommet et que vous mijoterez encore à l'intérieur de votre pataugeoire ridicule d'humains petits!

Et puis, vous ne m'aimez pas. Un homme qui se dit amoureux de moi, qui a l'affront de l'affirmer avec autant d'aplomb m'aime comme il se doit. Il m'apporte un bouquet de lys tous les jours au pied de mon lit et me fait l'amour lascivement avant de me masser la nuque d'huiles essentielles au patchouli, à la lavande et à la vanille. L'homme qui m'aime ne brusque pas mon réveil et s'éprend d'un plaisir égoïste à observer la courbe de ma hanche et le galbe de mon sein. L'homme qui dit m'aimer m'aimera suffisamment pour me surprendre tous les jours et me réciter les vers de Victor Hugo au creux de l'oreille. Il s'émerveillera et se délectera de cette fleur que je lui offre: il se parfumera de son odeur et son nez, aveugle aux dissemblables, ne se complaira qu'au son de celle qui émane de moi. Vous le voyez bien, mon cher, que vous ne m'aimez point. Sachez que d'affirmer pareilles calomnies devrait être puni par la loi et qu'aucune femme digne de ce nom devrait en respecter l'outrage. Vous devriez avoir honte, vous les hommes, piètres créatures faites de poussière et d'insectes venimeux, de ne pas tenter plus que cela de vous attirer l'admiration de la femme. Vous ne vous laissez guider que par cette chose immonde - et délicateuse à la fois - que l'on nomme sexe, et profitez de vos pauvres œillères afin de déléguer la faute. Faut-il être suffisamment lâche? Vous propagez de vulgaires paroles, mais n'en faites rien. En cela réside une sagesse que vous ignorez, semble-t-il: faire ce que l'on déclare. Ah! Vous êtes bien beau, mon cher, avec toutes vos promesses et vos voyages en montgolfière, mais sachez que je ne me suis aucunement laissée bernier depuis le tout début! Je n'en ai cru nul mot, tenez-vous-le pour dit. Vous n'ignorez point que je peux, si je le désire véritablement, vous mettre dans mon lit lorsque cela me chante et quand bon je le déciderai. Votre outrecuidance m'épate: où prenez-vous donc toute cette assurance qui fait de vous un cuistre de

Première? Votre confiance en vous-même est un handicap à ce point; vous devriez savoir que pour mériter le con d'une femme, très cher, il vous faut taire ces simagrées et outrepasser cette attitude de pédant qui vous anime: faites un véritable mâle de vous! Faites un véritable homme de vous et je vous laisserai me prendre. Mais à ce moment seulement. Je serai impitoyable et pèserai mes mots, car je ne baiserais point un simple garçon. Il me faut l'Homme, le grand, l'unique, le seul. Certes, vous avez connu déjà la minime griserie qu'apporte le réconfort du sexe féminin lorsque pré-pubère. L'effort que vous avez du y mettre pour arriver en son for intérieur devait refléter la qualité de l'ébat: négligeable. Mais une femme, une véritable femme! En y apportant les efforts nécessaires, et seulement à cet instant, vous accèderez à cette bénédiction de l'amour. L'ivresse vous animera et vous vous sentirez faiblir; les jambes mollasses, les yeux qui ne regardent plus, les souffles écourtés; vous connaîtrai alors la douce sensation de l'enivrement, de la jubilation, de la jouissance, du vertige! En osant espérer que vous n'avez pas peur des hauteurs.

Ceci dit, je vous quitte. J'ai mieux à faire à présent; le sein me gonfle, la cuisse me chauffe et la peau me crépite.
J'attendrai votre message avant que le sommeil ne me gagne. Sachez faire honneur au mien.

Article écrit par : Mademoiselle Michelle

Charade

- 1 – marre-sel-pagne-all => Marcel Pagnol
- 2 – Sir-anneau-2-berge-Râ-queue => Cyrano de Bergerac
- 3 – mole-hier => Molière
- 4 – seau-phoque-le => Sophocle
- 5 – Râ-si-ne => Racine
- 6 – corne-eille => Corneille
- 7 – men-Andes-re => Ménandre
- 8 – œufs-ris-Pi-2 => Euripide

Solutions

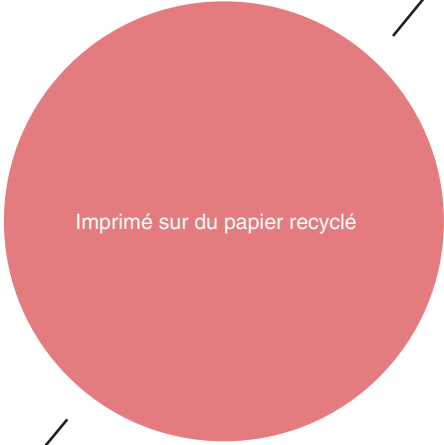
Sudoku

5	4	1	9	8	3	7	6	2
8	2	6	7	1	5	9	3	4
9	3	7	6	2	4	1	5	8
1	8	3	4	6	9	2	7	5
6	5	2	1	7	8	4	9	3
4	7	9	5	3	2	8	1	6
2	9	8	3	5	7	6	4	1
7	6	5	2	4	1	3	8	9
3	1	4	8	9	6	5	2	7

Remerciements

au comité journal de l’Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AÉCS).

Anaël Cloutier Paquet	Jeux, secrétaire
Anthony Lacroix	Rédacteur
Anthony Tremblay	Rédacteur
Bernard Cloutier	Rédacteur, Correcteur, trésorier
Carol-Ann Bilodeau	Rédactrice et responsable site internet
Catherine Boudin	Rédactrice
Christophe Hamayag Achdjian	Rédacteur
Estelle Desrosiers-Rampin	Dessinatrice, bédéiste
Marilou Pelletier	Rédactrice chef (ou coordonatrice du comité)
Mélissa Morissette	Rédactrice
Noémie Fortin	Rédactrice et correctrice
Wan Lu Jia	Rédactrice
Jonathan Couture Roussy	Graphiste
Bianca Lachance Beaudoin	Graphiste



Imprimé sur du papier recyclé